SEMAINE MONDIALE DE L'ENFANT À CONSTANTINE

Pour que le sourire continue...

«Le Sourire continue» est une manifestation destinée aux enfants scolarisés, devenue un rendez-vous incontournable dans le paysage culturel de Constantine depuis pratiquement trois ans.

Une manifestation abritée par la maison de jeunes Tahar-Saâdi de la cité Filali et qui revient à chaque période des vacances, au bonheur de l'enfance avec, à chaque édition, des nouveautés intéressantes notamment sur le plan de la sensibilisation face aux fléaux sociaux auxquels sont exposés les enfants. Sauf que la neuvième édition, organisée du 1er et 5 juin derniers, de 9h00 à 17h00 , à l'occasion de la Semaine mondiale de l'enfant, a battu tous les records en termes d'affluence.

Plusieurs centaines d'élèves des classes primaires et même des enfants non encore scolarisés ont vécu de chaleureux moments de récréation et de détente, animés, il est vrai, par des amateurs mais qui ont réussi à redonner, l'espace de cinq jours, de l'énergie à des enfants après une longue année scolaire.

La journée de mardi a même vu l'initiation d'un groupe d'enfants à la «couverture journalistique». Ces petits journalistes ont rendu compte des activités organisées dans la matinée (tournois de volley-ball pour enfants, atelier de dessins, volontariat…) et interviewé, naïvement mais pertinemment, leurs pairs sur les questions de l'heure, comme le respect de l'environnement. L'action de volontariat a ciblé le nettoyage des espaces de la maison de jeunes Tahar-Saâdi.

Dans l'après-midi, les enfants étaient au rendez-vous avec des policiers qui ont tenu une sorte de conférence portant sur le phénomène du kidnapping. Les recommandations des uniformes bleus consistaient à ce titre sur le pourquoi de la chose, comment l'enfant peut-il distinguer le ravisseur et comment doit-il agir dans le cas où il tombe entre les mains de ces prédateurs. Les questions des enfants étaient à la hauteur et dénotaient, on ne peut mieux, une prise de conscience en la matière.

Les conférences tenues samedi, dimanche et lundi ont été consacrées aux thèmes de la déperdition scolaire, les effets néfastes de la consommation de tabac et le respect de l'environnement.

Néanmoins, durant cette même après-midi, le disque-jockey a fait des haltes émouvantes entre une activité pédagogique et une autre où les enfants avaient, spontanément, exprimé leur joie en dansant et en chantant. La liesse était générale. Même les enfants hospitalisés, encadrés par des «blouses roses» de l'association Besma (sourire), ont pris part à cette manifestation si louable. La partie off de cette semaine culturelle a été caractérisée, en plus des ateliers de formation et de travaux dirigés, par un concours portant sur l'environnement.

Avant la cérémonie de clôture, jeudi, ces enfants ont participé, sous l'encadrement de l'équipe pédagogique de ladite maison de jeunes à l'opération de nettoyage organisée par les autorités locales à travers les quartiers de la ville pour marquer la Journée mondiale de l'environnement.

Lyas Hallas

BOUIRA

Des transporteurs ferment la RN33 à Haïzer

Dans l'après-midi de mardi, des transporteurs de fourgons J5 de neuf places ont procédé à la fermeture totale de la RN33 au niveau du chef-lieu de Haïzer, 10 km à l'est de Bouira, pour protester contre une décision du P/APC prise depuis une quinzaine de jours.

D'après un élu de l'APW, Meziane Chaâbane, qui était sur place au moment de cette action, ces transporteurs qui ont été surpris par la décision du P/APC de leur changer d'arrêt vers une place très isolée ont effectué plusieurs interventions et recours afin que les autorités locales reviennent sur leur décision. 0Le fait est que, explique notre interlocuteur, ces transporteurs effectuent la navette entre Bouira et Haïzer pour 15 DA, alors que les transporteurs ayant des fourgons de plus de 12 places font le même trajet à 10 DA.

Qu'importe puisque l'arrêt est le même et les citoyens prennent souvent le fourgon qui est sur le quai en se voyant obligés de payer 15 DA.

Mais, depuis la décision de leur transfert vers un autre arrêt, ces petits fourgons qui ont compris qu'il s'agit bel et bien de leur mort programmée ont élaboré une plateforme de revendications qui s'articule autour de leur retour à l'arrêt habituel, la fixation d'un même prix pour le trajet Haïzer-Bouira à 15 DA, et enfin, l'institution du temps pour les fourgons qui se retrouvent au quai, à savoir 10 à 15 minutes sans attendre jusqu'à faire le plein.

Ayant attendu plus de 15 jours une réponse qui n'est jamais venue, ces transporteurs ont procédé ce mercredi vers 13h à la fermeture de la RN33. Immédiatement après cette action, les responsables locaux, ceux de la direction des transports et même les responsables de la gendarmerie de Bouira se sont dépêchés pour essayer de trouver une solution à ce problème. Lors de notre arrivée sur les lieux, nous avons retrouvé sur place le P/APC, le responsable du groupement de la gendarmerie de Bouira ainsi que les représentants des transporteurs dans la cour de la daïra de Haïzer. Approché sur place pour connaître les raisons de cette action, le P/APC de Haïzer nous dira que juste après la réunion, il répondra à toutes nos questions. Vers 16h, après la fin de la réunion, nous avons contacté le P/APC mais ce fut une secrétaire qu'il chargea de nous répondre pour s'excuser à sa place en nous disant que le P/APC est très pris pour le moment.

Signalons à la fin que la route a été libérée juste avant le début de la réunion vers 14h 30.

Y. Y.

MOUVEMENT DE CONTESTATION

L'ire des chômeurs du village Ighrem

Mercredi, aux environs de 14h, un groupe de jeunes chômeurs du village Ighrem, relevant de la commune de Ahnif, à 35 km à l'est de Bouira, sur la RN5, a procédé à la fermeture de cette route pour protester contre leur exclusion dans le recrutement au niveau de l'usine de gypse Colpa, gérée en partenariat par l'entreprise française Lafarge et Cosider et située, rappelons-le, dans la commune d'El Adjiba et le gisement de gypse dans la commune d'Ahnif.

D'après un habitant de ce village, ces jeunes, qui ont procédé à la fermeture de la RN5 à l'aide de pneus brûlés et de pierres, créant un véritable désagrément aux usagers de la RN5 avec un bouchon de plusieurs kilomètres de part et d'autre, réclament un quota de postes de travail au niveau de l'usine Colpa.

Un quota qui leur aurait été promis, selon eux, par les autorités de la commune d'Ahnif bien avant la mise en marche de cette usine.

Après le blocage de cette route pendant près de deux heures, des responsables locaux se sont déplacés sur les lieux et, avec l'intervention des sages du village, ils ont réussi à ramener ces jeunes à la raison, en leur promettant de prendre en charge leurs doléances.

Vers 15h30, les jeunes ont rouvert la voie à la circulation.

Pour rappel, au lendemain de la fermeture de la RN5 par des jeunes chômeurs de la localité d'Ahnif pour les mêmes raisons, à savoir leur marginalisation, un responsable de l'usine Colpa nous a contactés pour nous déclarer que l'usine a toujours favorisé le recrutement de la main-d'œuvre issue des communes environnantes, à savoir El-Adjiba, Ahnif, Bechloul, M'chedallah, El-Esnam et qu'elle n'a jamais marginalisé qui que ce soit. Au sujet des jeunes chômeurs qui exercent une certaine pression pour leur recrutement, le même responsable nous dira que le nombre de postes à pourvoir est très limité et qu'il ne peut recruter tout le monde.

Aussi, les autorités locales de chaque commune sont-elles appelées à sensibiliser ces jeunes chômeurs, dont les revendications sont légitimes en leur expliquant que tous ceux qui sont recrutés sont issus de leurs communes, qu'ils sont des chômeurs comme eux, et que l'usine ne pourra pas embaucher tout le monde.

Une usine qui a permis d'absorber un tant soit peu le chômage endémique qui frappe la région et qu'il faudra préserver et aider pour que les autres investisseurs soient intéressés à s'implanter dans la région.

Y. Y.

MASCARA

Regroupement régional des délégués RND à Bou-Hanifia

M. Miloud Chorfi, porte-parole du parti de Ahmed Ouyahia, nous a informé, jeudi dernier, que le précongrès pour la région ouest aura lieu les 12 et 13 juin à Bou-Hanifia. Ils seront environ 200 délégués de sept wilayas de l'ouest du pays à y prendre part.

M. Meddeber

À L'INITIATIVE DE RADIO FM SKIKDA

Une action de nettoiement d'une plage à Larbi-Ben-M'hidi

Une action de nettoyage des plages, à mettre à l'actif de Radio FM Skikda, a été initiée jeudi dernier, au poste n° 2 de la station balnéaire de Larbi-Ben-M'hidi. Elle a vu la participation d'associations écologiques (Ecologica, Barik 21 et Horizon 21), sportives (Planet Bleu, le Dauphin, Plongée sous-marine), sociales (Zahra des diabétiques) et du collectif de comités de camps de Larbi-Ben-M'hidi ainsi que de la bibliothèque communale de Bouayala. Coïncidant avec la célébration de deux événements, à savoir l'ouverture de la saison estivale, que dont les autorités locales procédaient à son inauguration à la plage-pilote de Oued G'sob, à Filfila, et la Journée mondiale de l'environnement, l'initiative se voulait comme un appui aux instances compétentes dans leur tâche saisonnière de nettoiement des plages pour les besoins de la bonne image touristique. Selon l'annonce faite par un bénévole, outre les adultes affiliés aux associations citées, il y a eu la présence de près de 200 enfants venus s'imprégner des rudiments du civisme. D'ailleurs, c'était l'un des objectifs de la démarche. A signaler la contribution de l'APC par la mise à disposition de râteaux et des sacs-poubelles. L'université a pris en charge le volet restauration, distribution des sandwiches et la canadienne SNC Lavalin «phase exploitation et maintenance» a dégagé un chèque pour l'acquisition d'effets vestimentaires (tee-shirts et casquettes). D'autre part, il est à signaler que le nombre non prévu des participants a été un handicap dans la prise en charge effective de l'opération, les autorités compétentes ont été dépassées par le dynamisme du mouvement associatif. Au total, ce sont une vingtaine de sachets noirs d'ordures ménagères et de débris de verre qui ont été collectés, et ce, au niveau d'un seul poste. A relever que la bibliothèque communale de Bouyala se distingue par des actions de volontariat, la précédente a eu lieu au niveau du cimetière de Zef-Zef pour une action de nettoiement.

A titre d'information aussi, le 22 mai, au niveau de la plage Market, sur la corniche de Stora, une opération «éboueurs des plages», chapeautée par la Sonelgaz et Alger Chaîne III, a vu la participation de quelques associations dont Ecologica, Barik 21, Horizon 21, Planet Bleu, le Dauphin. Gageons que ce genre d'initiatives s'inscrive dans la durée et quelles émanent aussi du mouvement associatif et des citoyens.

L'exemple de propreté de la Corniche jijelienne doit être médité et suivi.

Zaid Zoheir

AÏN-TÉMOUCHENT

Un bureau de poste s'impose à la cité Mohamed-Boudiaf

Le tissu urbain dans la ville de Hammam Bou-Hadjar est en pleine extension, particulièrement la cité Mohamed-Boudiaf appelée communément Chtaïbo qui compte une population de plus de 12 000 habitants, un chiffre qui est appelé à la hausse une fois que toutes les habitations en cours de réalisation seront achevées. Cependant, cette extention n'est pas suivie par des structures administratives d'accompagnement telles qu'un bureau de poste, une mairie annexe, une bibliothèque. Les citoyens de ladite cité sont fatigués d'attendre la réalisation de ces structures bien qu'elles soient inscrites dans le programme de développement de la cité des Thermes depuis bien longtemps. Les citoyens réclament à qui veut les entendre une mairie annexe ou un bureau de poste car, ajoutent-ils, «il n'est pas normal que nous parcourions 2 kilomètres pour aller à l'unique bureau de poste de la ville pour effectuer des prestations postales, surtout que celui-ci est fréquemment bondé, un bureau de poste pour une population de 30 000 habitants, du jamais vu», ironisent-ils. La frange des retraités ou les vieilles femmes, en plus de la distance qu'ils parcourent pour atteindre le bureau de poste, ils doivent attendre plusieurs heures pour percevoir leur pension. Même son de cloche pour ceux voulant se faire délivrer une attestation de l'état civil dans la mairie de la ville. Les citoyens lancent un appel aux autorités locales de la ville des Thermes pour faire réactiver ces projets pour d'abord alléger la pression sur les deux structures administratives existantes dans la ville et enfin rapprocher l'administration du citoyen, un slogan que ne cessent de ressasser les pouvoirs publics.

S. B.